

L'OTAN À L'ÉPREUVE DU DOUTE EDITORIAL

Une nouvelle fois, Donald Trump a assuré le spectacle, mais les dégâts sont limités. Du moins à court terme. Le sommet de l'Organisation de l'Atlantique nord (OTAN), qui menaçait de tourner au psychodrame à cause des foucades du président américain, s'est achevé, jeudi 12 juillet, sur un renforcement de l'Alliance. Les Européens sont prêts à payer plus pour leur défense et les États-Unis ont réaffirmé leur engagement militaire auprès de leurs alliés historiques. Mais ce résultat a été obtenu dans un climat de doute de plus en plus palpable sur la fiabilité de la protection américaine, qui n'a cessé de faire l'objet de marchandages, au détriment de relations historiques qu'on croyait intangibles.

Après avoir multiplié les menaces et les propos insultants, notamment à l'encontre des Allemands, accusés d'être « prisonniers des Russes » à cause de leur dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou, le président américain a su revenir à l'essentiel lors des réunions officielles, à savoir la pérennité de la relation transatlantique.

Dix-huit mois après l'arrivée de M. Trump à la tête de la première puissance militaire mondiale, ses manières n'en finissent pas de choquer. Durant ce sommet, il s'est attribué de façon exagérée les avancées obtenues auprès des Européens pour persuader ses électeurs qu'il tient ses promesses et qu'il défend les intérêts de l'Amérique contre vents et marées.

Il n'a cessé de caricaturer la situation, exhibant des chiffres inexacts et tenant des raisonnements biaisés pour mieux se pousser du col et tenter de se hisser dans la catégorie des hommes forts qu'il admire tant, de Kim Jong-un à Vladimir Poutine en passant par Xi Jinping. Mais au-delà des

coups de menton auxquels les Européens auraient fini par obtempérer, la réalité se révèle un peu plus compliquée.

L'engagement pris par les alliés à partager le fardeau de leur défense ne date pas de l'élection de Donald Trump, mais de 2014, lorsque les pays européens, sous la présidence de Barack Obama, avaient promis d'y consacrer 2 % de leur PIB avant 2024. Certains, il est vrai, se font tirer l'oreille, d'autres jouent la montre. De ce point de vue, il faut reconnaître au président américain un rôle d'aiguillon, qui contribue certainement à accélérer le processus. Mais le mérite principal en revient surtout à Vladimir Poutine, qui, en intervenant en Ukraine, a fait prendre conscience aux Européens du fait que la disparition du Pacte de Varsovie n'avait pas mis fin à toutes les menaces à l'Est.

La méthode utilisée par Donald Trump sera peut-être efficace sur le plan intérieur. Les élections de mi-mandat, en novembre, constitueront de ce point de vue un test sérieux. En revanche, sur le plan diplomatique, elle peut se révéler extrêmement contre-productive. Le rapport de force permanent qu'il entretient avec ses alliés, qu'il accuse de vivre aux crochets des États-Unis, est en train de laisser des traces.

Faire le lien entre commerce et défense en feignant de se demander pourquoi il continuerait de participer à la protection de pays qui accumulent les excédents commerciaux sur son dos n'est pas à la hauteur des enjeux. Une alliance militaire ne se monnaie pas de cette façon. Elle repose sur des principes, une histoire, le partage de valeurs et d'intérêts communs. La question est de savoir si ce socle est aujourd'hui aussi solide qu'il l'a été au cours du siècle qui vient de s'écouler. ■